

Le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

18^e ANNEE - N° 342
LE NUMERO : 2,50 F
4 au 17 sept. 1981

Crise, explosions ouvrières : nécessité de la révolution

Un des plus vieux journaux bourgeois du monde, l'*Economist* de Londres, constatait récemment que les pays du COMECON sont désormais aussi bien frappés par la crise internationale que les pays de l'OCDE, c'est-à-dire les pays industrialisés occidentaux. Et il se deman-

dit qui, des régimes policiers de l'Est qu'il feint de croire « socialistes » et même « marxistes » ou des démocraties occidentales, vont s'écrouler les premiers sous le travail de « termites » des facteurs économiques objectifs.

Sa conclusion penche naturellement plutôt pour les pays de l'Est, au vu de la Pologne et de ses files d'attente, mais il n'est pas sans s'inquiéter de la situation à l'Ouest, où les taux de chômage et d'inflation font dangereusement grimper, selon ses propres termes, l'« indice de misère ». Il suffit en effet de penser aux émeutes des banlieues ouvrières de la vieille Angleterre industrielle pour comprendre que, tout comme en Pologne, les masses ouvrières peuvent avoir faim sur les montagnes de richesses qu'elles produisent. Et dans sa superbe impérialiste, notre vieux journal bourgeois ne fait même pas une allusion aux pays pauvres où, de l'Inde au Brésil et de l'Iran au Sénégal, la crise a déjà des conséquences plus catastrophiques encore.

Et dans une telle situation, que propose-t-on à la classe ouvrière ? Partout, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, des sacrifices pour défendre la sacro-sainte économie nationale ! Partout les capitaux investis, publics ou privés, doivent rapporter pour que la machine tourne : les salaires doivent donc baisser et l'intensité du travail augmenter pour ceux, de moins en moins nombreux, qui ont un travail.

Un autre aspect de la politique bourgeoise a été montré par la conférence d'Ottawa. Les Etats-Unis — mais les Russes font la même chose dans leur camp — ont cyniquement prouvé que leur puissance financière et militaire leur permet de rejeter les conséquences les plus désastreuses de la crise sur leurs « partenaires ».

Mais les Européens et les Japonais qui ont crié casse-cou, agissent-ils différemment ? Non ! La CNUCED, qui est un organisme des Nations-Unies pour « le commerce et le développement », et est donc à la botte des pays impérialistes, est obligée de constater une « explosion » du chômage dans les pays pauvres. Cela veut dire que grâce à leur puissance économique, les pays impérialistes parviennent à repousser les conséquences les plus terribles de la crise vers la périphérie.

Et cet organisme calcule que pour stabiliser le chômage, il faudrait que, dans les conditions économiques actuelles, la richesse des pays pauvres augmente à un rythme de 7 % par an, au lieu des 4 % prévus, de façon quelque peu optimiste d'ailleurs. On oublie de dire qu'en pleine prospérité capitaliste, dans

DANS CE NUMERO

- La Pologne, un an après
- France : les nationalisations
- Le PS et la défense
- La « régularisation » des sans-papiers
- Pour le parti mondial centralisé
- Le grand coupable : la grève

les années 60-75, le taux moyen d'accroissement n'a pas dépassé 5 à 6 %. Comment alors faire mieux en période de marasme généralisé ? La conséquence est que le nombre des habitants de notre planète qui n'atteignent même pas le seuil de survie va dépasser officiellement 850 millions, soit une proportion de 1 sur 5 ! Et cela dans un monde qui possède trop d'acier, trop de pétrole, trop de céréales, trop de lait et de viande pour les capacités d'achat sur le marché !

Dans une société qui disposerait collectivement des richesses de la planète, la misère serait vite éliminée et le fossé entre pays riches et pauvres rapidement comblé. Mais tant que le capitalisme dure, il en va autrement. Chaque capitaliste, chaque Etat national ne se contente

(Suite page 3.)

Les 100 jours du PS

Le rideau de fumée

Le PS est au pouvoir depuis 100 jours. Cela lui a donné l'occasion de faire un premier bilan illustrant le « changement » intervenu dans le pays depuis l'élection de Mitterrand à la présidence de la République. Abolition de la peine de mort, de la Cour de Sécurité de l'Etat, vote de la loi d'amnistie, Larzac, Plogoff, suppression de la vignette moto, fin de la liberté du prix des livres, abrogation de la loi Sauvage sur les Conseils d'Université... : ces différentes mesures spectaculaires ou symboliques, ont été montées en épingle. « Le nombre de propositions qui sont déjà entrées dans la réalité ou qui ont au moins fait l'objet d'une décision de principe est assez impressionnant », écrit *Libération* du 27 août. Essayons de voir ce qui s'est vraiment passé au cours de ces trois mois de gestion socialiste du capital.

Ce qui intéresse au premier chef la classe ouvrière, ce sont ses conditions de travail et de lutte, le salaire, le temps de travail, le chômage.

Une des premières mesures du PS au pouvoir a été d'augmenter le SMIC. De 10 %, royalement ! Ce qui a fait que les quelque 2 millions de smicards gagnent, aujourd'hui, 2.900 F par mois (par le simple jeu de l'inflation le SMIC atteindra 3.000 F au 1^{er} septembre). Cette mesure s'est doublée d'une prise en charge par l'Etat de l'augmentation des charges sociales résultant de l'augmentation du SMIC, autrement dit, l'Etat a donné à une partie des travailleurs (et aux patrons !) ce qu'il avait pris à l'ensemble des salariés. En même temps ce mécanisme a joué pour que l'augmentation du SMIC ne se répercute pas sur les autres salaires et, en particulier, sur la masse des bas salaires qui sont juste au-dessus du SMIC, et qui n'ont rien obtenu.

Quelques autres mesures tout aussi misérables ont été prises : les allocations familia-

(suite page 2)

Travailleurs « sans papiers »

Les mesures démagogique du gouvernement

En suspendant les expulsions des jeunes immigrés de la seconde génération, le gouvernement de gauche s'est contenté de sanctionner les faits, économisant ainsi les frais de procédure.

Avec sa grande campagne d'enregistrement des sans-papiers, le gouvernement PS dit vouloir régulariser la situation des travailleurs immigrés clandestins comme il l'avait promis durant la campagne électorale de Mitterrand. Mais attention !

1) Ne seront régularisés que les travailleurs « sans papiers » entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981 ;

2) et dans cette catégorie, sont concernés uniquement ceux qui feront la preuve qu'ils occupent un emploi stable.

(Suite page 4.)

A NOS LECTEURS

Un article sur les nouvelles orientations internationales de l'impérialisme français (notamment vers le Tiers-Monde) est prévu pour le prochain numéro. Le manque de place et les nécessités du bouclage nous empêchent de consacrer un article à l'Iran, où les efforts de gouvernement avec le seul parti islamique se heurtent à des difficultés grandissantes.

Nous renvoyons donc sur ce point aussi les lecteurs au prochain numéro.

La Pologne, un an après

Il y a un an, un des mouvements prolétariens les plus grandioses de tout le second après-guerre battait son plein.

Cependant, il n'existe pas de mouvement revendicatif qui, ayant atteint son point culminant, puisse s'y maintenir longtemps par lui-même. Ou bien il est poussé en avant par des conditions objec-

tives qui lui permettent de gagner de plus en plus de terrain (et à cela concourent le soutien et la direction d'un parti qui ne baisse pas les bras même quand les forces prolétariennes marquent le pas et reculent pour reprendre leur élan) ; ou bien il reflue nécessairement.

L'histoire des douze mois qui ont suivi août 1980 est l'histoire du succès obtenu par les inerties historiques du passé national polonais — non seulement des idées, des sentiments, des passions, mais des modes et des formes de vie associée ayant une forte continuité — dans leur tentative de contenir à l'intérieur du système un mouvement rebelle à se laisser ramener dans le cadre des conquêtes graduelles et pacifiques. La disposition même du gouvernement à faire des promesses à la classe ouvrière en parlant de renouveau au lieu de brandir la matraque, la répugnance même de Moscou à aller plus loin que la menace d'une intervention armée, contribuaient à susciter et à répandre l'illusion que, pour l'essentiel, la partie avait été gagnée et qu'il ne restait plus qu'à continuer sur la voie du compromis suggérée par l'aile modérée de Solidarité, par la hiérarchie ecclésiastique, par la pseudo-opposition national-démocratique, par le binôme parti-Etat, et constamment mais vainement combattue par la frange la plus combative des ouvriers.

Même le passage au gouvernement Jaruzelski — un mélange de dictature militaire à la Pilsudski et civile à la Gomulka — ne pouvait démasquer ni le ennemi « contrat social » conclu avec la base, ni la répétition au sommet des relèves de la garde déjà expérimentées en 1956 et 1970. Cela ne pouvait pas non plus être fait par les travaux du IX^e Congrès du POUP, qui en juillet suivait fidèlement le modèle rituel d'un

affrontement ouvert entre factions, de leur dosage équilibré dans la composition de la nouvelle direction et de l'engagement renouvelé à la fin par le premier ministre d'« accomplir les devoirs prévus par la Constitution si l'anarchie devait s'aggraver », périphrase qui signifie : si les événements classés de l'été 1980 devaient se reproduire.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à l'été 1981 avec un syndicat Solidarité non plus à l'offensive, mais sur une prudente défensive ; non plus décidé à être fermement un syndicat ouvrier (c'est-à-dire à défendre jusqu'au bout les seuls intérêts prolétariens, en dehors de toute considération sur leur compatibilité ou non avec l'économie nationale et l'indépendance de la patrie) et à user jalousement de l'arme de la grève, mais convaincu de la nécessité de la suspendre pour ne pas aggraver la crise ; non plus ferme sur la question de principe de la réduction du temps de travail, mais disposé à offrir le sacrifice volontaire de huit samedis de travail gratuit.

Au même moment où, début août, au dernier CC du parti, Kania invoquait le retour au calme dans les usines et dans la rue, en tonnant non seulement contre les « éléments extrémistes » et les « actions sortant du cadre de la légalité », mais même contre le soi-disant « refus de collaborer » de la direction de Solidarité, la Commission de coordination de cette dernière avalisait à Gdansk la politique de capitulation devant les « intérêts supérieurs du pays » sous le

prétexte qu'« il faut lutter contre les causes de la crise et non contre ses effets, en se concentrant sur des objectifs à long terme » — expédient subtil en usage chez les opportunistes pour saboter la lutte de défense ouvrière, avec l'argument du passage à une « lutte politique » supérieure et de longue portée (lutte naturellement démocratique, réformiste, patriotique, et bénie à la fois par l'Eglise, par Moscou et par Washington).

Mais, dans les luttes de classe, la défensive élevée en principe est invariablement le prélude du recul d'abord, de la défaite ensuite. Le 20 août, en Silésie, après le traditionnel bouquet de fleurs, la messe précédant la réunion et l'hymne national, Lech Walesa offrait aux mineurs la dernière découverte du démocratisme et de l'esprit de conciliation syndical : plus de grèves, au travail ! « Nous ne devons pas penser en syndicalistes, mais en Polonais », disait-il. Et il ajoutait que, face à un gouvernement incompétent, « nous devons nous mettre au travail si nous ne voulons pas avoir faim cet hiver », laissant enfin entrevoir l'espérance, évoquée dans un sermon par le nouveau primat de Pologne, qu'en récompense pour la décision de courber l'échine et de se serrer la ceinture pour sauver la patrie, « Dieu interviendra et fera un miracle ».

Ainsi, à un an de distance, et grâce au « nouveau syndicalisme » à base d'interven-

(Suite page 3.)

Qui sabote quoi ?

Pour les trotskystes de l'OCI ou de la LCR, la classe ouvrière doit être vigilante : les patrons veulent saboter l'expérience de gauche et barrer ainsi « la voie du socialisme » ! Qu'en penser ? Selon *La lettre de l'Expansion* du 13 juillet 1981, le son de cloche n'est pas le même :

« Le gouvernement encourage le patronat à résister à la revendication de la CGT sur les 8 heures, tout de suite. Cela n'est pas possible pour tout le monde. Il est donc urgent de renvoyer la négociation aux branches en se contentant, au niveau national, d'une déclaration d'intention. Ce qui paraît en bonne voie ».

Les bourgeois ne se trompent pas. Le gouvernement est bien au service exclusif de leur classe et c'est ce qu'ils lui demandent...

Alors qui sabote quoi ? N'est-ce pas les trotskystes qui sabotent le socialisme ?

Paroles d'or

« La tâche de la rentrée sera de convaincre les Français que chacun a intérêt à investir, innover, créer des emplois. Ils n'avaient pas, ces Français, l'habitude de l'alternance. Elle s'est produite. Alors, trêve d'états d'âme, il est temps de se remettre au travail ». Voilà le programme de Delors, exposé dans une interview au *Point* (17 août 81).

De deux choses l'une. Ou bien Delors veut dire que les prolétaires doivent eux aussi « investir », c'est-à-dire accepter une baisse de leur salaire et se mettre au travail pour que les capitalistes, privés et publics puissent augmenter leur capital.

Ou bien alors, Delors pense que seuls les capitalistes sont des Français, car qui peut « investir, innover, créer des emplois », sinon les capitalistes, et que, par conséquent les prolétaires n'ont pas de nationalité : avec qui n'est pas pour nous déplaire, à nous, communistes pour qui la classe ouvrière n'a pas de patrie.

En fait nous pouvons raisonnablement affirmer que pour Delors les deux choses sont également vraies...

**Soutenez le développement
de la Presse du Parti
Souscrivez !**

Les nationalisations: une bonne affaire pour les bourgeois

La classe ouvrière ne dédaigne pas l'arme des nationalisations dans sa lutte contre le capitalisme.

Encore faudrait-il, pour s'assurer qu'on ne reverra plus les bourgeois « nationalisés », les mettre avec leurs larbins dans une de ces fusées interplanétaires avec les poussoirs desquelles ils essaient de nous détourner de la résolution de nos problèmes bien terrestres. Ce serait en effet la seule manière d'empêcher qu'une fois leurs besoins de luxe satisfaits, il ne leur reste assez d'argent pour chercher à en gagner davantage en achetant de la force de travail, c'est-à-dire en exploitant du travail salarié, source essentielle du capital et de tous ses fléaux.

Mais il se peut que les progrès techniques ne le permettent pas encore. Dans ce cas, la classe ouvrière se verrait dans l'obligation de flanquer ce beau monde en prison à la place des prolétaires qu'ils y envoient

aujourd'hui pour avoir chapardé qui un disque, qui une chemise ou un saucisson.

Mais cela ne suffirait pas encore. Pour être certains que de nouveaux capitalistes ne renaîtront pas, il faudra supprimer le travail salarié, et pour plus de sûreté, la circulation de l'argent lui-même en les remplaçant pas une répartition centralisée de toutes les richesses sociales.

C'est à cela que serviraient les nationalisations réalisées par le pouvoir prolétarien, qui aura besoin pour cela d'une bonne dictature sur les exploités expropriés. Rien à voir donc avec la dictature qui s'exerce dans les pays de l'Est sur les salariés pour le compte des managers des entreprises « socialistes » et de tous les profiteurs qui vivent sur le dos de la classe ouvrière.

Rien à voir non plus avec les nationalisations de notre France « socialiste », où les actions des sociétés nationalisables montent de 10 % et même, pour certaines, de 30 % à

l'annonce du cadeau qui va être octroyé à leurs propriétaires ! Non seulement les bourgeois restent là, mais s'ils faisaient déjà des profits sérieux, leur capital ainsi libéré pourra désormais voler vers des sources plus juteuses encore, et servir à acheter messieurs les professeurs députés et ministres qui par miracle ne le seraient pas encore !

Et le prix de cette opération sera payé par le biais de l'impôt et donc sur le salaire. Avec la gauche, le capital ne se contente pas de limiter le salaire ouvrier ; il prend encore sur le salaire ouvrier pour investir, c'est-à-dire faire du capital, dans l'intérêt exclusif des capitalistes, baptisé pour l'occasion « intérêt national » !

La tâche la plus immédiate pour la classe ouvrière est donc de se protéger contre les effets des nationalisations bourgeoises en luttant contre l'indemnisation des capitalistes.

Le SAC, face cachée de la République

La tuerie d'Auriol remet le SAC sur le devant de la scène. Ce SAC, issu du service d'ordre du RPF de De Gaulle, est à la fois une police politique parallèle et une sorte de syndicat du crime.

C'est ce genre d'officine que l'Etat démocratique utilise et couvre pour assurer les « sales boulots » qui permettent à la police et à la justice de garder quelques formes et de préserver l'image d'un Etat arbitre au-dessus des classes. Le SAC par exemple regroupe ou a regroupé les barbouzes gaullistes, a trempé dans les réseaux Foccard, les trafics d'armes et de drogue, les réseaux de prostitution et de gangstérisme, a fourni les commandos para-policiers de 1968, armés jusqu'aux dents et prêts à interner les manifestants dans les stades, les commandos anti-corses ou anti-basques, les commandos anti-immigrés et anti-gauchistes, mêlant le tout à un travail d'infiltration au sein des milieux ouvriers et contestataires.

C'est là toute une réalité de la répression bourgeoise que l'Etat pouvait d'autant moins ignorer qu'à plusieurs reprises c'est lui-même qui fut directement le commanditaire, laissant le SAC utiliser des cartes tricolores, installant Debizet dans un bureau du ministère de l'Intérieur en 1968, laissant des dizai-

nes de policiers faire des heures supplémentaires au service de cette police parallèle. « Que l'action civique s'organise », lança même De Gaulle en 68. Une réalité tellement connue et parfois pesante qu'à plusieurs reprises Pompidou et Giscard durent timidement demander une « épuration » du SAC, devenu trop voyant et trop indiscipliné à force de se croire intouchable.

Que signifie alors le tapage fait autour de l'affaire d'Auriol ?

D'une part, le nouveau gouvernement en profite à l'évidence pour jouer les pères-la-vertu décidés à régler son compte à une officine « anti-démocratique », rehaussant du même coup l'image d'une justice et d'une police bien ternies par les scandales giscardiens.

Parmi toutes les hypothèses avancées sur l'origine du massacre, celle de la trahison de Massie au service du PS vaut quand même qu'on s'y arrête. N'est-il pas étrange, quand on connaît le sens de la responsabilité des politiciens bourgeois, qu'un secrétaire fédéral du PS des Bouches-du-Rhône, M. Pezet, dauphin de Defferre lui-même pour la mairie de Marseille, ait été l'avocat de Massie il y a quelques mois dans une affaire d'accident de moto ? Comment un chef régional du SAC peut-il prendre comme défenseur un chef

régional du PS, et réciproquement ? La droite et le SAC ne manquent pas à ce point d'avocats dévoués à leur cause !

Des canaux de liaison existaient bel et bien entre Massie et le PS. Ce dernier voulait-il assurer des moyens de contrôle et de pression sur un organisme détenteur de pouvoir et de connaissances étendues sur les affaires souterraines de l'Etat ? Les affaires de la bourgeoisie étant ce qu'elles sont, le gouvernement PS aura autant besoin d'avoir barre sur certains exécuteurs des basses œuvres que le gouvernement précédent.

Monter en épingle cette affaire politico-crapuleuse est de surcroît un moyen de discipliner ces forces para-étatiques et d'obtenir une certaine réserve des anciens détenteurs du pouvoir sur certains aspects délicats de l'action de la nouvelle équipe.

Mais le SAC est trop incrusté dans l'Etat pour qu'en cherchant à en nettoyer trop les éblouissements, on ne fasse pas du mal à l'efficacité de l'Etat lui-même, un risque que, comme on s'en doute, le PS ne prendra jamais.

Encore une tâche salvatrice de la révolution, qui se débarrassera de la pègre et des barbouzes en donnant un grand coup de balai à la bourgeoisie !

Les 100 jours du PS: le rideau de fumée

(Suite de la première page)

les ont été augmentées de 25 % (au total les allocations atteignent 315 F pour 2 enfants — quand on sait ce que coûte la vie aujourd'hui !) et l'allocation des vieux a fait un bond : 1.700 F par mois (+ 20 %), soit 56 F par jour pour vivre. De quoi se plaindre ?

Les prix augmentent

Les prix, eux, ont augmenté plus vite que les augmentations généreusement accordées par le gouvernement socialiste. La hausse des prix tourne actuellement autour de 15 % (+ 8 %) depuis le début de l'année, 1,7 % en juillet, un record, il faut remonter à janvier 1980 (+ 1,9 %) ou janvier 1959 (+ 2,4 %) pour trouver mieux.

Tout augmente : en juin l'essence (15 centimes) ; en juillet l'électricité (15 %), le gaz (17 %), les loyers, les honoraires des médecins ; en août : le pain, le lait, les cigarettes, le métro, à nouveau l'essence ; en septembre : les tarifs postaux, les tarifs SNCF (les chômeurs, qui sont fauchés, auront quand même droit à un billet de congés payés !!!).

Même FO a trouvé les hausses un peu fortes : « au rythme actuel de l'inflation, les mesures d'intervention sociale arrêtées pour les familles, la vieillesse et le SMIC seront très rapidement absorbées » (*Le Monde* du 19 août).

Les prix ne sont pas seuls à augmenter : le nombre des chômeurs aussi ne cesse de s'accroître : 1.849.000 — chiffre officiel — en juillet : + 1,3 % par rapport à juin, + 25,8 % (350.000 environ) par rapport à juillet 1980. Comme chaque année 650.000 jeunes vont arriver en octobre sur le marché du travail (Hernu a expliqué qu'une des raisons du maintien à 1 an du service militaire — au lieu des 6 mois promis par le PS — était que cela augmenterait le nombre des chômeurs). Le ministre du Travail a annoncé tranquillement qu'il y aurait 2 millions de chômeurs à la fin de l'année. L'INSEE prévoyait 2 millions et demi dans cinq ans. Au train où vont les choses on y arrivera plus tôt. Bien sûr, le gouvernement PS n'est pour rien dans la situation actuelle : « Pas un chômeur n'est dû à notre politique », a lancé Mitterrand.

Comme l'état de grâce ne pourra pas durer éternellement et que la crédulité a des limites, le nouveau pouvoir lance une campagne

de mobilisation contre le chômage. Le chômage deviendrait ainsi l'affaire de tous au lieu d'être une conséquence du capitalisme et de la concurrence.

Le chômage aussi

Le PS avait promis des créations d'emplois : il y a eu 25.700 créations depuis trois mois... Alors les promesses vont bon train. Le président de la République a demandé « que des mesures soient prises dès le début de septembre pour relancer l'activité économique, en particulier dans les secteurs créateurs d'emplois » (*Le Monde* du 21 août). Les petites astuces aussi. « Lorsque la situation de l'entreprise la justifiera réellement, explique sereinement l'*Humanité* du 1^{er} août, le ministère du Travail recommande d'utiliser plus largement le chômage partiel afin de limiter les licenciements économiques ».

Et pour stimuler les patrons, le gouvernement a décidé d'augmenter sa prise en charge de l'indemnisation des salariés en chômage partiel.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement est en train d'étudier d'autres mesures, « des mesures qui vont surprendre », a annoncé Mauroy dans une interview à *France-Soir*.

Parmi ces mesures originales, la création d'une sorte de « service social : les jeunes gens sans emploi à la fin de leur service militaire pourraient remplir des tâches utiles à la collectivité. Par exemple en participant à l'exploitation des forêts françaises (pourquoi diable n'y a-t-on pas pensé plus tôt, à produire du bois français ? Serait-ce parce qu'il est plus avantageux d'en importer d'ailleurs ?).

Autre idée à exploiter : les travailleurs pourraient prendre, à un moment donné, un an de congé. Ils pourraient ainsi se consacrer à une activité de leur choix et recevoir alors un salaire équivalent à celui qu'ils toucheraient lors de leur retraite, c'est-à-dire moins que leur salaire actuel. Intéressant, non ?

Autre trouvaille : accélérer les départs à la retraite afin de dégager des emplois, et enfin, merveille des merveilles, la possibilité pour les mères — et attention, aussi les pères — de famille de ne pas travailler le mercredi s'ils acceptent de voir, en contrepartie, leur salaire amputé de 20 %. Ce système-là, on l'a compris, peut s'étendre. Mauroy n'a sans doute pas osé dire qu'on pouvait faire la même chose pendant les

vacances : les enfants ayant 2 mois et demi de congés scolaires, pourquoi ne pas proposer aux pères et aux mères de famille de voir leur salaire annuel amputé d'un cinquième ?

Le chômage va continuer de croître. Et ce qui inquiète le gouvernement, c'est de savoir s'il pourra bien jouer son rôle de pompier social. Aussi se préoccupe-t-il du financement de l'indemnisation — déjà insuffisante — du chômage (un chômeur arrivé en fin de droits doit vivre avec 28,50 F par jour). Le gouvernement pense à faire cotiser les agents de l'Etat et des entreprises nationales. FO et la CFDT ne sont pas hostiles à cette idée. C'est à discuter, a dit E. Maire, dans le cadre d'un effort de « solidarité nécessaire » qui consiste, au lieu de faire payer les patrons, à faire payer les travailleurs !

En ce qui concerne la réduction de la durée du travail on est à 39 heures par semaine (autant dire que les travailleurs n'ont rien eu). La semaine de 35 heures est pour la saint-glinglin, il n'est plus question de la 5^e semaine de congés payés, et pour la retraite à 60 ans on verra cet automne, mais tout le monde a déjà compris que pour avoir le droit de partir à la retraite à 60 ans il faudra d'abord avoir bossé 37 ans et demi minimum !

La farce des « droits nouveaux »

Mais la perle des perles à propos du changement ce sont les soi-disant « droits nouveaux » des travailleurs. Là, la mystification atteint des sommets, et naturellement ce sont les ministres communistes qui font le travail. Il faut dire qu'ils se surpassent. Début août le ministre de la Santé a publié une circulaire concernant le droit de grève, selon laquelle aucune retenue de salaire ne peut être opérée contre des grévistes « dès lors que la ou les organisations syndicales l'ayant engagée ont pris leurs dispositions pour assurer les soins et la sécurité aux pensionnaires et hospitalisés » (jusqu'ici il y avait retenue pour fait de grève même si les soins étaient assurés). Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre qu'à l'avenir on aura une retenue de salaire si on ne remplit pas le service de soins et de sécurité.

Le compère de Ralite, Anicet Le Pors, qui est chargé, lui, de la fonction publique, a commencé par pondre une circulaire demandant à tous les ministres et secrétaires d'Etat de suspendre « tout licenciement

d'agents non titulaires, qui ne serait pas justifié par des motifs légitimes ». Autrement dit il suffira de dire qu'on licencie, selon la bonne vieille formule, « pour les besoins du service » ou « faute professionnelle » — on sait ce que c'est ! — pour pouvoir licencier à sa guise. Ceci à la mi-août. A la fin de ce même mois, le même Anicet a présenté un certain nombre de projets de loi et circulaires qui visent, selon son expression, à « faire accomplir aux libertés dans la fonction publique un bond sans précédent depuis la Libération ». Selon un de ces textes révolutionnaires les retenues de salaires pour fait de grève ne porteront plus que sur le temps de grève réel et non plus sur la notion de « service fait ». Sans nier qu'il s'agit là d'un progrès par rapport au giscardisme, il est quand même, comment dire, cocasse de voir quelqu'un qui se dit communiste rappeler tranquillement qu'une grève entraîne une retenue de salaire, ce qui est tout simplement — faut-il le rappeler ? — le point de vue du patron. Enfin, grâce au ministre « communiste » de la Fonction publique, les organisations syndicales pourront tenir des assemblées sur le lieu de travail, sur des sujets qu'elles détermineront elles-mêmes (merci !) mais toujours en dehors des heures de service.

Toujours du côté de l'extension des droits nouveaux pour les travailleurs, on se souvient que le PS avait parlé de droit de veto pour les travailleurs en particulier pour les décisions de licenciement et d'organisation du travail (*Projet socialiste*, p. 242). Eh bien il n'en est plus question. Les travailleurs auront un droit d' « alerte ». Dès l'apparition de difficultés dans l'entreprise, explique *Le Matin*, le CE pourra demander aux dirigeants de la boîte de venir s'expliquer, ce qui était déjà prévu dans la loi de 45 sur les CE ! Ça va leur faire une belle jambe aux travailleurs, que les dirigeants viennent leur expliquer que du fait de la conjoncture économique et de la concurrence internationale la direction est obligée de licencier du personnel !!!

Au terme de ces premiers cent jours de gouvernement socialiste le PS s'est félicité d'être un bon pompier social. « Jamais le pays n'a été plus calme », vient de déclarer J. Poperen. Pourtant le PS ne pourra pas mentir éternellement aux travailleurs. La crise va se charger de dissiper l'écran de fumée grâce auquel les larbins du capital essaient de faire croire aux travailleurs que le capitalisme n'est plus tout à fait ce qu'il était.

Pour le parti mondial centralisé

(Extraits du Manifeste du PCI - 1981)

La révolution prolétarienne a définitivement perdu son caractère essentiellement européen et nord-américain. Elle a définitivement cessé d'être le fait de la race blanche. La victoire de la révolution anticoloniale et antiféodale dans les continents économiquement arriérés a désormais créé dans le monde entier les prémisses indispensables de la révolution prolétarienne comme but immédiat de la lutte de la classe ouvrière. Ceci reste vrai, même si la transformation communiste de la société ne pourra se faire partout au même rythme. Et si de nombreuses luttes non encore prolétariennes éclateront nécessairement dans les parties les plus retardataires d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, elles entrent cependant dans la stratégie de la révolution communiste mondiale.

Quelle que soit la zone, périphérique ou non, où la combinaison des contradictions capitalistes permettra une accumulation de matières explosives susceptibles de déclencher une vague révolutionnaire internationale, c'est vraisemblablement en Europe centrale que se gagnera, après une série de batailles menées sur tous les continents, la première manche décisive de la prochaine vague révolutionnaire. C'est dans cette région que la Sainte Alliance contre-révolutionnaire impérialiste concentre le maximum de forces d'intimidation et de destruction. Mais c'est aussi là que se trouve le cœur de la plus forte concentration ouvrière, dont le tissu vivant est ininterrompu de Liverpool à Sverdlovsk. Et c'est en même temps là,

au centre même des forteresses capitalistes, que les antagonismes impérialistes sont les plus violents et que la chaîne des Etats bourgeois, constamment détruits et reconstruits après des éruptions révolutionnaires et des guerres impérialistes, trouve son maillon faible.

Une victoire révolutionnaire en Europe ne pourrait être acquise que contre les armées coalisées des impérialismes russe et américain et entraînerait à terme l'effondrement de la Russie capitaliste, surtout si la Chine et le Japon ont déjà été conquis. Mais pour que cette victoire, encore partielle, se transforme en un succès définitif de la révolution mondiale, il faudrait encore que les forces unies du prolétariat révolutionnaire d'Europe, d'Asie, d'Afrique et des deux Amériques, entraînant derrière lui les masses payannes pauvres des continents dominés, puissent venir à bout de la superforteresse impérialiste nord-américaine.

Face à la collaboration des différents bourgeoisies « qui ne font qu'un contre le prolétariat » (Marx) désormais aussi dans les pays du Tiers Monde, et face à la centralisation des fonctions contre-révolutionnaires sous l'égide des grands Etats impérialistes, le prolétariat ne peut concentrer des forces suffisantes pour en finir avec l'ordre impérialiste qu'en « subordonnant les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier » (Lénine) et en concentrant ses forces dans un parti mondial fortement centralisé.

La dégénérescence du parti prolétarien en Russie, et la contre-révolution qui s'en est suivie sous le drapeau mensonger du communisme, ne remet nullement en cause le besoin de la direction du parti sur l'Etat prolétarien; pas davantage que la mise au pas de l'Internationale dégénérée par l'Etat national russe à partir de 1926, et la terrible confusion qui s'en est suivie pour le mouvement prolétarien, ne remet en cause le besoin du parti mondial du prolétariat.

La contre-révolution bourgeoise a pu profiter de certaines faiblesses de l'Internationale

qui, du fait de l'immaturité du communisme en Europe occidentale, laissait un trop grand flou dans le domaine tactique et organisationnel. Elle a pu profiter d'une certaine confusion entre le parti et l'Etat en Russie, due à l'immense saignée de la classe ouvrière russe dans la guerre civile, puis à son accaparement dans les tâches de la gestion du capitalisme, nécessaire à sa propre survie et au besoin de maintenir une alliance avec la paysannerie tant que tardait la révolution européenne, c'est-à-dire à l'isolement insupportable dans lequel s'est trouvée la révolution prolétarienne dans un pays économiquement arriéré. Elle a profité du fait que l'Internationale reposait entièrement sur ce parti russe soumis aux pressions les plus terribles. De telles faiblesses du parti prolétarien auraient pu être surmontées dans d'autres conditions historiques. Et si l'adversaire a pu prendre appui sur elles pour capter le parti, c'est à travers des heurts historiques entre des forces gigantesques que la révolution a finalement eu le dessous.

Ce serait donc folie que d'en tirer argument pour jeter aux orties les armes de l'Etat et du parti. La seule attitude marxiste et révolutionnaire consiste à améliorer ces armes en les rendant encore plus tranchantes, en tenant encore mieux en mains l'Etat prolétarien par un parti encore plus solide.

La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'œuvre de transformation économique et sociale — dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays — ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Dans les prisons algériennes

Nous avons déjà rappelé dans nos colonnes l'arrestation de 22 militants du Collectif Culturel d'Alger. Ils sont toujours détenus à la prison d'El Harrach, sans qu'on sache ce qui les attend. La bourgeoisie algérienne ne réprime pas seulement les militants politiques ou les membres des Collectifs Culturels berbères comme en témoigne l'arrestation des ouvriers grévistes de la Direction Centrale de la Logistique (DCL).

En effet, à la suite d'une grève déclenchée le 11 octobre 1980 par les 1.200 ouvriers et ouvrières de l'Unité de la DCL d'Alger pour des revendications salariales, les forces de répression sont intervenues en enlevant 44 ouvriers (dont 12 ouvrières) qui ont été torturés durant trois jours dans les locaux de la gendarmerie de Hussein Dey. Le 15 octobre 1980, 6 ouvriers et 2 ouvrières ont été présentés devant le Tribunal Militaire de Blida. Leur procès a eu lieu le 21 décembre 1980.

Les 3 ouvriers organisateurs de la grève, qui ont chacun six enfants à charge, ont été condamnés à 5 ans de prison et sont détenus actuellement à la prison centrale de Lambèse.

A travers ces ouvriers frappés par la répression, la bourgeoisie veut intimider tous les prolétaires combattifs qui cherchent à s'organiser indépendamment de la bureaucratie syndicale UGTA pour leurs revendications de classe. Ils ont besoin de notre solidarité!

Pour la solidarité avec les emprisonnés de Blida

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention Solidarité Algérie.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Nécessité de la révolution La Pologne, un an après

(Suite de la page 1)

pas de mener la guerre à tous les autres. Il tente encore d'y intéresser sa classe ouvrière, en lui faisant miroiter un adoucissement de son sort et une compensation, demain, à la guerre qu'il mène dès aujourd'hui contre ses conditions de vie et de travail.

Mais cette guerre de tous contre tous, l'aggravation des conflits impérialistes et la course aux armements qui s'en suit, et qui ne peut déboucher à terme que sur un nouvel holocauste impérialiste, aggrave encore la pression économique et politique sur les masses opprimées. L'exemple de l'Irak est éloquent : si la sale guerre avec l'Irak y a été accueillie dans un premier temps comme une aubaine pour souder les classes ennemies dans la défense de la patrie, voici qu'aujourd'hui les conséquences de la guerre ont fini par creuser plus profondément encore le fossé entre les classes, et révèlent que la bourgeoisie ne peut mener sa guerre nationale qu'en intensifiant la guerre sociale contre la classe ouvrière et les masses exploitées.

Ce ne sont pas les bavardages d'un Mitterrand sur une plus grande justice entre le Nord et le Sud ou entre bourgeois et prolétaires qui changeront quelque chose. Derrière de tels boniments, comme derrière ceux de Walesa, il y a le gros bâton que Reagan vient d'utiliser contre les aiguilleurs du ciel ou celui dont Kania et Brejnev menacent les prolétaires polonais.

A cette attaque généralisée dont elle est l'objet à l'échelle internationale, la classe ouvrière répond par une succession accélérée d'émeutes, dont la dernière en date vient d'éclater à Salvador-da-Bahia, au Brésil, et déjà par les premiè-

res luttes organisées et préparées. Ces élans sont la confirmation de la vitalité de la classe ouvrière, et la démonstration qu'elle est la seule classe capable de donner une issue à la crise capitaliste.

Mais ils doivent être fécondés par la politique révolutionnaire, qui vise à la destruction des lois du capitalisme et donc du capitalisme lui-même et de ses Etats. Sinon, il y a toujours le risque que les efforts les plus généreux finissent par se révéler impuissants devant les manœuvres des forces démocratiques, religieuses ou faussement socialistes, qui travaillent à les canaliser vers l'ordre établi.

Cette vérité, les prolétaires polonais comme les ouvriers iraniens et tous les exploités qui luttent aujourd'hui sont en train de l'arracher de nouveau à l'histoire et de la faire redécouvrir à notre classe au prix de sacrifices inouïs sous le fouet d'un déterminisme inexorable. Il faut qu'elle se traduise sans perdre de temps en volonté et en conscience révolutionnaire.

Ceci est un appel aux révolutionnaires du monde entier, à tous ceux qui voient une haine mortelle à l'impérialisme, à se regrouper sous le drapeau du marxisme, celui du marxisme non avili, celui de Marx et de Lénine, que notre parti a intégralement restauré en y ajoutant les leçons de la contre-révolution. C'est un appel à organiser la classe ouvrière du monde entier contre l'offensive capitaliste et à lui faire redécouvrir dans cette lutte ses propres buts, son propre programme.

C'est un appel pour les militants qui ont déjà fait leur combat en rejoignant le parti, à faire preuve d'ardeur révolutionnaire pour propager le marxisme, à défendre les revendications de notre classe et organiser les moyens matériels de la lutte. C'est un appel à redoubler d'efforts et de sacrifices pour lui donner l'instrument organisé capable de coordonner sa lutte internationale et de vaincre.

C'est seulement ainsi que la classe ouvrière pourra remonter la pente et, quels que soient les délais, clore la période historique qui s'est ouverte, par la victoire du communisme.

(Suite de la page 1)

tions divines, l'été polonais apparaît aujourd'hui renversé. Il est vrai que la situation alimentaire s'aggrave de jour en jour, que les conditions de vie et de travail des grandes masses empirent, que les poussées vers une reprise de la lutte ne manquent pas et que des grèves à répétition éclatent dans les grands centres industriels. Il est vrai que le gouvernement menace d'imposer même par la force la « normalisation » de la vie sociale et économique promise à Brejnev et que, fort de la médiation de l'Eglise et de l'appui financier et alimentaire de l'Occident, voici que Solidarité dépose aux pieds de Jaruzelski l'offre de son soutien critique en s'appuyant sur le désarroi et la lassitude qui, dans le gros des troupes, surviennent inévitablement lorsqu'on recule avant même d'avoir livré bataille, après avoir renoncé aux conquêtes réelles, non fictives, des luttes précédentes.

Il y a un an, c'étaient les luttes et les revendications ouvrières qui dominaient la scène polonaise : un certain degré de « réforme » du système en était tout au plus le sous-produit. Aujourd'hui ce sont les problèmes de conservation du système « renouvelé » qui dominent l'horizon même du syndicat; et les luttes et les revendications ouvrières passent au second plan, si elles ont encore droit de cité, devant les prouesses des pompiers volants de Solidarité cherchant à persuader les travailleurs que la grève est l'arme des ennemis de la classe ouvrière...

Il était sans doute inévitable que, dans une situation nationale et internationale de terrible retard matériel des facteurs subjectifs de la lutte prolétarienne sur ses facteurs objectifs, le vide creusé par ce retard

soit comblé par les seules organisations « dissidentes » disponibles, c'est-à-dire par l'opposition national-démocratique des Kuron et l'Eglise des Wyszynski.

Cependant le formidable entêtement des travailleurs, comme ces typographes d'Olsztyn qui lancent : « de quelle planète venez-vous ? » à Kuron parachuté pour les inciter à cesser leur grève, est un gage pour l'avenir. La classe ouvrière de la Baltique à la Vistule ronge encore son frein. Son contrôle par la coalition conservatrice intérieure et extérieure, occidentale et orientale, est loin d'être un fait accompli. Elle se dressera à nouveau, nous en sommes sûrs. Mais il serait criminel d'ignorer le poids de la constellation de forces qui s'y opposent, après un an d'accords conclus par dessus sa tête. Un combat sur tous les fronts attend une classe ouvrière qui a donné l'impossible sans rien demander en échange.

Dans ce combat, ce ne sont pas l'ardeur et la combativité qui font défaut à la classe ouvrière polonaise. Ce dont elle a le plus besoin, c'est de la manifestation active de la solidarité prolétarienne dans tous les pays. Cette solidarité ne sera efficace qu'à condition de reprendre l'exemple d'unité, de détermination et de ténacité de l'été 1980, en le renforçant et en le complétant par celui de la lutte plus vaste et décisive pour le renversement révolutionnaire du capitalisme, y compris dans les pays de l'Est, qui est lutte de parti et exige donc une direction politique de parti.

Sur ce plan, la classe ouvrière peut, certes, être momentanément battue. Mais elle aura posé les bases de son retour à l'offensive parce que, rejetant les armes et les objectifs qui ne sont pas les siens, elle livrera combat sur son terrain et donc pour ses propres buts.

Emeutes: c'est le tour du Brésil

L'année 1980-81 a été marquée, dans le monde entier, par de brutales explosions sociales provoquées par la faim, la misère, tous ces spectres qu'on prétendait relégués aux confins du monde civilisé.

Au Brésil, où l'inflation annuelle atteint 100 %, c'est l'augmentation de 60 % du prix des transports qui a mis le feu aux poudres : 700 autobus inutilisables, des supermarchés pillés, des dizaines de blessés et d'emprisonnés dans les bagarres et incendies à Salvador-da-Bahia, le 21 août. Ceci dans un pays où se côtoient le luxe provocant des provinciaux du « miracle » brésilien, et la misère barbare des chômeurs entassés dans les villes.

Le gouvernement a appelé au calme, si on veut des élections libres, mais il s'attend à de nouveaux troubles : les affamés du Brésil risquent, en effet, et on le souhaite, de trouver la pâtée électorale insuffisante.

Lisez et diffusez
el - oumami
il programma comunista
el comunista

Permanences du Parti

EN BELGIQUE
 ● **A Bruxelles** : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE
 ● **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (la permanence, suspendue du 18 juillet au 22 août, reprendra le 29 août).
 ● **A Caen** : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
 ● **A Grenoble** : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 5 et 19 juillet, etc (en août la vente aura lieu le 16 et le 30); la première vente de septembre aura lieu le 13.
 ● **A Havre** : vente au marché d'Hartleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois (en septembre la vente aura lieu le 13 et le 27).
 ● **A Mans** : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30 (en août, la vente aura lieu le 30).
 ● **A Laval** : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h (la vente, suspendue au mois d'août, reprendra le 5 septembre).
 ● **A Lille** : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
 ● **A Lyon** : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 4 et 18 juillet (la permanence reprendra le samedi 29 août).
 ● **A Nantes** : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
 ● **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 ● **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
 ● **A Roubaix** : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
 ● **A Strasbourg** : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
 ● **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit le 9 juillet, etc. (en août la vente aura lieu le 9 et le 30).
 ● **A Valence** : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté, soit les 19 juillet et 2 août (la vente, suspendue en août, reprendra le 20 septembre).

EN SUISSE
 ● **A Lausanne** : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

Le grand coupable: la grève

La bourgeoisie mondiale talonnée par la crise a un ennemi principal : le « coût du travail », entendu dans son sens le plus large. C'est dire que la grève, l'arme fondamentale de la force de travail dans sa lutte de défense contre l'exploitation capitaliste, est son ennemi numéro deux.

C'est pourquoi l'offensive du gouvernement américain contre les aiguilleurs du ciel, leur syndicat et leur mouvement, est apparue comme le fer de lance d'une campagne en cours dans tous les pays pour priver de leur arme de combat les « prestataires de services », ou, tout au moins, pour en restreindre l'usage et en limiter les effets « pervers », avec la menace, suivie d'effet, de sanctions disciplinaires et, éventuellement, légales. On commence avec les services publics, avec le secteur étatisé ou semi-étatisé. On prépare ainsi le terrain à une attaque dans le secteur privé, là où l'effort d'autolimitation des grèves des syndicats ne suffira plus. Reagan, qui n'avait pas bougé le petit doigt pendant la grève des mineurs de charbon en avril et mai derniers a eu recours au bâton contre les contrôleurs de l'air.

La raison n'est pas seulement qu'ils représentent une catégorie relativement mineure, et « aristocratique ». Ni que les compagnies minières avaient fait des stocks en prévision de la grève, tandis que les compagnies aériennes devaient s'attendre à une perte sèche, plus la paralysie pour l'économie nationale... C'est surtout que Washington savait par expérience comme il est facile d'agiter dans l'opinion publique la crainte des trains et autobus paralysés, des bateaux bloqués et des avions retenus au sol... Mais en réalité, toute grève un peu étendue dans l'industrie pourrait provoquer — si on s'y applique, avec l'aide des *mass media* — des réactions analogues chez l'usager ou le consommateur.

La grande campagne contre la grève est

donc destinée à s'étendre à tous les domaines et à toutes sortes de conflits. Ce n'est pas un hasard si Reagan s'est appuyé sur des lois anciennes à peu près tombées en désuétude pour licencier les contrôleurs, faire arrêter les dirigeants locaux et demander la dissolution de leur syndicat. Et nos braves bourgeois de s'exalter : « Ça c'est un dur ! ». La dureté, c'est celle du capitalisme, et en particulier du capitalisme US contraint de donner un coup de fouet, et doté dans une certaine mesure des moyens pour imposer ses diktats. Mais il s'agit d'un phénomène mondial, surtout dans le domaine public. Le gouvernement anglais, lui aussi, a recours à la manière forte, le ministre socialiste des transports en Italie s'y prépare, et le gouvernement canadien a réussi à briser au moment décisif l'élan de solidarité des contrôleurs canadiens en les menaçant de sanctions. Et si le gouvernement « socialiste » en France ne brandit plus les menaces de limitation du droit de grève dans le secteur public agitées par le précédent, c'est que la servilité des syndicats l'en dispense pour le moment.

Autre exemple moins connu peut-être : en Inde, un décret du 27 juillet a interdit la grève dans tous les secteurs économiques essentiels, dans la fonction publique et dans les entreprises semi-publiques, avec peines de prison pour les contrevenants.

Exemple moins connu encore (on peut se fier à nos « extrêmes gauches » pour rester discrets sur ce point !), le gouvernement sandiniste « révolutionnaire » du Nicaragua a récemment interdit la grève dans les services publics, (et sans doute même dans les entreprises nationalisées) au nom de la même « discipline » qu'invoque en Pologne le syndicat Solidarité pour demander aux ouvriers de suspendre les grèves et de travailler huit samedis gratuits pour la santé de la patrie ; ou, en Italie et en Angleterre, les syndicats « responsables » qui appellent à

l'« autolimitation des grèves », comme si l'Etat-patron ne s'en chargeait pas déjà...

Aujourd'hui, le patronat et l'Etat à son service tonnent contre les revendications ouvrières « exagérées » et les arrêts de travail pour les obtenir. Après tout, disent-ils avec un beau cynisme, il y a des millions de chômeurs qui sont encore plus mal lotis ! De main, ils tonneront contre toute revendication ouvrière quelle qu'elle soit, et contre tout recours aux armes de classe.

Dans leur grève, les contrôleurs de l'air ont eu le mérite de prendre résolument le chemin de la lutte compacte et tenace, et de l'imposer même à travers leur syndicat : le gouvernement ne s'y est pas trompé, et c'est pourquoi il a frappé les dirigeants à la base. Ainsi, la grève a eu le deuxième mérite d'obliger l'Etat à se démasquer, et à montrer son rôle de gendarme. Elle a enfin montré l'importance de la solidarité internationale, dont les insuffisances ont été décisives dans l'issue finale. Il faut travailler à renforcer cette solidarité, pour s'opposer au front international des bourgeoisies contre la grève.

Proletaires, camarades !
Correspondez avec le Journal !

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

Le PS et la défense

Parfaite continuité du militarisme

Sur la durée du service militaire, l'objection de conscience, la défense de l'armée comme institution, la bombe à neutrons, la « présence française » en Afrique, sur tous ces sujets, le gouvernement PS-PC n'a pas hésité, par la voix d'Hernu, à montrer sa ferme résolution militariste.

« L'idée d'un service national à six mois est abandonnée », vient d'annoncer Hernu. La raison en serait que cette mesure était prévue dans le programme commun de gouvernement et que, depuis, « il y a eu une rupture du programme commun » ! (Bizarre, le PC n'est-il pas au gouvernement ?)... En fait cette mesure accroîtrait encore le nombre déjà considérable de chômeurs et, en particulier, de jeunes chômeurs. Le même Hernu a, on s'en souvient, réaffirmé son opposition aux comités de soldats.

Mais Hernu n'en est pas resté là, il a fallu aussi qu'il se hisse au niveau d'un Bigeard pour déclarer : « Les meilleurs non-violents, c'est l'armée ». Du côté des trotskystes ou du PSU, on doit ravalier sa salive et chercher une « explication » à ce « revirement » du PS. Hernu serait-il tombé sous le charme des uniformes galonnés, était-il un militariste refoulé ? Soyons sérieux. La position du ministre de la Défense n'est que

l'expression du programme réel (et non pas des fausses promesses) de la gauche, et nous l'avions bien dit pendant la campagne électorale : elle est tout aussi militariste que la droite. Un seul principe : la défense nationale, la défense de la patrie, bourgeoise et impérialiste.

C'est dans ce sens qu'il faut aussi entendre les déclarations favorables au développement de la force de frappe et de la bombe à neutrons (arme « propre » selon Hernu, Chevènement et quelques autres « socialistes » en vue). Quant au déploiement militaire français en Afrique, personne ne nie sa réalité. La différence avec Giscard ? C'est simple : lui se réclamait du « dialogue Nord-Sud », proclamait « l'Afrique aux Africains », mais c'était hypocrite, seuls l'intéressaient les diamants. Mitterrand c'est pour de vrai, il s'est d'ailleurs empressé de recevoir tous les dictateurs d'Afrique.

Bref, les appelés, prolétaires sous l'uniforme, n'ont pas fini d'en baver et les masses pauvres d'Afrique non plus, c'est ainsi que la France reste « éternelle ». A moins que la classe ouvrière ne se révolte en tirant les leçons d'un « état de grâce » passablement ébranlé par les faits eux-mêmes. C'est ce à quoi nous tendons.

Travailleurs « sans-papiers »

(suite de la page 1)

Dans la situation économique de crise actuelle en France, exiger de tous les travailleurs « sans papiers » un emploi stable, c'est leur demander l'impossible, ont reconnu certains journalistes. Rien à faire. Le Secrétaire d'Etat chargé des immigrés, François Autain, affirme que la France n'entend pas « régulariser le chômage des immigrés ».

Écoutons-le : « Il n'est pas question, étant donné la situation de l'emploi en France, ni de rouvrir l'immigration ni de laisser une immigration clandestine se développer » (Le Matin du 24-7-81).

Sous Mitterrand comme sous Giscard, les travailleurs immigrés restent les boucs émissaires de la crise. Le contrôle de l'immigration est justifié par le chômage aujourd'hui comme hier avec cette différence que les socialistes, eux, ont décidé d'accroître la lutte contre l'immigration et le travail clandestins. Renforcement des contrôles aux frontières, renforcement des « faux touristes » dépourvus de garanties de rapatriement et ce, avec la bénédiction des bourgeoisies des pays d'origine.

Dans ces conditions, la réforme dont se gargarise le PS pue la démagogie. François Autain ne le cache même pas d'ailleurs, lorsqu'il affirme qu'« il s'agit d'apurer, sans procéder à des régularisations systématiques, une situation héritée d'une période passée d'immigration clandestine » (Le Monde du 25-7-81).

Voilà leur préoccupation majeure : surtout pas de « régularisations systématiques » !

Et pour bien montrer qu'il ne s'agit pas de « régularisations systématiques », le gouvernement a choisi une procédure d'examen *cas par cas* de la situation des travailleurs « sans papiers » entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981. Ce qui compte le plus pour le gouvernement, c'est de diviser les travailleurs. A tous les niveaux. Entre travailleurs français et immigrés, entre travailleurs immigrés réguliers et « sans papiers ». Entre travailleurs immigrés « sans papiers » entrés avant le 1^{er} janvier 1981 et ceux entrés après. Entre ceux qui ont un emploi stable et ceux qui n'en ont pas.

La bourgeoisie sait pertinemment qu'unis dans la lutte, les travailleurs peuvent imposer leurs revendications. Alors elle s'acharne au moyen de son dispositif juridico-répressif à les diviser au maximum. C'est pourquoi la seule façon réaliste pour les travailleurs « sans papiers » de sortir du sort précaire qui leur est fait consiste avant tout à surmonter l'atomisation dans laquelle la bourgeoisie cherche à les confiner, et à se méfier de tous ceux qui les poussent à se présenter individuellement à la police et à faire confiance à la légalité de l'Etat bourgeois ; à se regrouper pour pouvoir faire entendre leur voix ; à appeler tous les autres travailleurs à manifester leur solidarité.

C'est le sens du tract diffusé par notre parti au mois d'août.

programme communiste

N° 86

- Mitterrand Président
- La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Les bases du militantisme communiste
- Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste
- Les « trotskystes » contre Trotsky.

KOMMOUNISTIKÓ PRÓGRAMMA

(revue en grec)

Le numéro 5 de notre revue en langue grecque, « Kommounistikó prógramma » (mai 1980), contient les articles suivants :

- Pologne : la confirmation de la nécessité de l'organisation ouvrière et du parti
- La lutte de classe mondiale est plus vivante que jamais
- Le prolétariat et la guerre
- Les raisons de notre abstentionnisme
- La question parlementaire dans l'IC
- Le mythe de la planification socialiste en Russie
- Polytechnique 80
- La lutte pour l'indépendance nationale, fossyeur de la lutte de classe (tract)
- Le vrai responsable de la tragédie des victimes des séismes
- La leçon de la lutte de Deuts
- Le procès de Blida

Régularisation de tous « sans-papiers » !

Le gouvernement français vient de prendre certaines mesures concernant les sans-papiers.

Alors que ces mesures excluent déjà tous les travailleurs arrivés après le 1^{er} janvier 1981, elles ne garantissent pas pour autant à ceux arrivés avant la régularisation. En effet, des conditions particulièrement restrictives sont imposées.

Il faut non seulement justifier d'un emploi, mais d'un « emploi stable » (sont donc rejetés par exemple les intérimaires, les saisonniers, etc.). Et surtout la procédure de régularisation se fera cas par cas.

Ainsi les travailleurs qui vont sortir de leur clandestinité vont le faire sans garantie aucune. Pire, ils vont être dorénavant exposés à un dispositif policier renforcé et rendu plus efficace grâce à la coopération des gouvernements des pays d'origine.

La CFDT et les associations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs immigrés, disent tout haut refuser certaines de ces conditions. Mais attachées comme elles sont « aux impératifs de l'économie nationale » et donc à la politique de contrôle de l'immigration, elles ne peuvent pas l'être moins à la politique du « dialogue » et donc aux compromis dont seuls les travailleurs feront les frais.

Loïn de garantir à tous les sans-papiers la régularisation, ces organisations vont surtout assurer le succès de la vaste opération de recensement souhaitée par le gouvernement et qui va lui permettre de fichier, de quadriller et... d'expulser à merci le moment venu.

Pour obtenir leurs papiers, les travailleurs doivent donc s'organiser en dehors de l'influence de ces forces et ne compter que sur la solidarité de leurs frères de classe. Ils doivent dans l'immédiat chercher à s'unir en refusant la division entre « anciens » et « nouveaux » clandestins, et exiger la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers.

REGULARISATION SANS CONDITIONS DE TOUS LES SANS-PAPIERS !
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

PCI - août 1981.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
 J.A. BP 199
 1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
 Editions Programme, 12, rue du Pont,
 1003 LAUSANNE

Directeur-gérant SARO
 Imprimerie « E.P. »
 232, rue de Charenton - 75012 PARIS
 Distribué par les NMPP
 N° d'inscription à la commission
 paritaire de presse : 52926